

## **La monnaie contre la marchandise**

André Orléan – 22 janvier 2001

Contribution au numéro spécial de *L'Homme*,  
Intitulé « Questions de monnaie », n°162, avril-juin 2002, 27-48,  
sous la direction de Stéphane Breton

Les économistes utilisent le terme « théorie de la valeur » pour désigner cette partie de leur analyse qui se donne pour but d'expliquer pourquoi les marchandises sont échangées et selon quel rapport. Des propositions diverses ont été avancées pour répondre à ces questions. La conception qui domine aujourd'hui très largement la pensée économique considère que la valeur des marchandises a pour fondement l'utilité qu'elles procurent, cette utilité étant évaluée subjectivement par chaque agent en fonction de ses goûts et préférences individuels. Le succès de cette approche vient du fait qu'elle a été capable de rendre intelligible le fonctionnement d'économies complexes comprenant un grand nombre de consommateurs et de producteurs, consommant, produisant et échangeant un grand nombre de marchandises sur des marchés concurrentiels. C'est ce qu'on appelle l'équilibre général. Cette analyse qui est le joyau de la théorie économique contemporaine, est qualifiée de walrassienne en hommage à Léon Walras qui en a le premier dessiné les contours. On y décrit des individus anonymes, sans appartenance, sans contact direct avec autrui<sup>1</sup>, uniquement mus par la recherche d'un panier de biens leur permettant de satisfaire au mieux leurs besoins de consommation. La consommation optimale est obtenue lorsque, pour chaque agent, l'utilité marginale associée à chaque bien est égale au prix à un facteur

proportionnel près. C'est ce résultat central qui justifie le qualificatif de « marginaliste » qu'on utilise classiquement pour désigner cette théorie de la valeur. On lui consacrerait la présente réflexion.

Dans l'équilibre général, la valeur se donne à voir dans la plénitude de ses déterminations, par-delà la seule définition quantitative des rapports d'échange, comme principe d'organisation de la société reposant sur les objets conçus comme médiation exclusive entre les hommes<sup>2</sup>. Telle est la définition que nous retiendrons tout au long de ce texte<sup>3</sup>. Cette médiation met en scène un individu, souverain et autonome, capable d'évaluer, simplement en interrogeant sa subjectivité, c'est à dire sur la base d'un calcul purement intérieur, l'utilité comparée des différentes marchandises qui lui sont offertes sans qu'à aucun moment le regard des autres n'interfère. Dans l'univers de l'équilibre général, les hommes n'ont de relation qu'avec les marchandises, cette relation elle-même étant prise en charge par une procédure purement mécanique, la fameuse « main invisible » du marché. La notion de valeur, ainsi déchiffrée et analysée, jette une vive lumière sur ce qu'est l'ordre marchand et sur la finalité que lui attribue le courant marginaliste. Elle en révèle la nature fondamentalement individualiste dès lors qu'on considère avec Louis Dumont que privilégier les rapports des hommes aux objets au détriment des rapports des hommes entre eux constitue une caractéristique essentielle de cette idéologie<sup>4</sup>. Cela l'amène à soutenir que « la naissance de l'économie, la transition dans les valeurs d'un type de relation [entre l'homme et les choses] à l'autre [relations entre hommes] et la pleine accession de l'Individu moderne sont des aspects solidaires d'un seul et même phénomène<sup>5</sup>. » Autrement dit, sous sa plume, la valeur apparaît comme un marqueur qui permet de suivre les progrès de l'individualisme. Avec

l'équilibre général walrassien, cette logique est portée à son sommet : la recherche d'utilité y détermine en dernière instance toute l'activité humaine. On comprend, en conséquence, l'importance de cette construction, le rôle de norme qu'elle joue, pour penser les évolutions qui transforment nos sociétés. Cependant, dans l'esprit de Walras et de certains de ses disciples, cette analyse n'avait pas vocation à penser la société dans sa totalité, ni même l'économie dans sa totalité. Elle relevait d'un domaine spécifique, étroitement circonscrit, ce que Walras appelait l'économie pure. Aujourd'hui, le mouvement même de la société marchande, en diversifiant les marchandises, en les faisant pénétrer dans des espaces sociaux où antérieurement elles n'avaient pas cours, a transformé en profondeur le statut de cette construction. On peut y voir désormais la description d'un monde en gestation, se construisant progressivement sous nos yeux, monde dans lequel chacun se repose en priorité sur les objets pour y trouver la solution à tous ses problèmes, même les plus personnels. Qu'il s'agisse de bonheur, de communication ou de lutter contre la maladie, la vieillesse, voire la mort, c'est désormais à la sophistication des marchandises qu'on s'adresse. Les régulations sociales traditionnelles apparaissent bien pauvres et limitées face à l'immensité de ce que nous promettent les techniques : l'inventivité, l'automatisme, la toute puissance. La manière même dont les nouveaux « marchés du vivant » issus des biotechnologies transforment sous nos yeux le lien de filiation est là pour nous montrer la puissance du principe de valeur.

Il est pourtant un point sur lequel la construction walrassienne déçoit fortement, un point où elle échoue à proposer une description pertinente du monde contemporain : la monnaie. En effet, l'équilibre général décrit une économie sans monnaie, une

économie dans laquelle les marchandises s'échangent contre d'autres marchandises, même si l'on postule l'existence d'une unité de compte abstraite dans laquelle les prix des biens sont exprimés. Pour une discipline qui affiche volontiers sa dimension empirique et son souci de comprendre les économies réelles, c'est là un fait surprenant. Comment doit-on l'interpréter ? La plupart des théoriciens qui se réclament de l'approche walrassienne ne voient dans cette absence que l'effet des tâtonnements par lesquels passe nécessairement toute jeune science en voie de constitution, obligée de recourir, dans les premières phases de son développement, à des simplifications de façon à pouvoir progresser. A leurs yeux, il ne fait pas de doute que des progrès ultérieurs viendront combler cette lacune transitoire et conduiront à proposer un cadre d'analyse dans lequel théorie monétaire et théorie de la valeur seront intégrées. Le fait que cet espoir ait jusqu'à maintenant été constamment déçu doit être pris au sérieux. Il faut admettre que l'échange monétaire ne peut pas être pensé à partir de la seule théorie de la valeur<sup>6</sup> : quelque chose dans la monnaie résiste à l'approche walrassienne. Ou encore, pour le dire autrement, la monnaie repose toujours *in fine* sur un type de relations aux autres que l'individualisme de la valeur exclut parce qu'il fait du rapport aux objets la donnée centrale, sinon exclusive, du lien social. L'idée chère aux économistes d'une monnaie neutre, pur instrument mis à la disposition de l'ordre marchand pour en accroître l'efficacité, ne tient pas. Tout au contraire, la monnaie apparaît pour l'économiste comme un corps étranger qui vient perturber la logique de la valeur et les formes de l'individualisme qui lui sont associées. C'est cette étrangeté radicale qui apparaît avec force dans le fait reconnu par de nombreux chercheurs qu'il n'existe pas aujourd'hui « un cadre théorique convenable pour étudier le fonctionnement d'une économie monétaire<sup>7</sup>. »

Cette étrangeté radicale du fait monétaire est, selon nous, une conséquence directe de la dimension holiste de la monnaie, à savoir la monnaie comme expression de la totalité sociale. Telle est l'hypothèse que développe *La monnaie souveraine*<sup>8</sup>. Comme l'écrit Georg Simmel, tout argent n'est qu'une « assignation sur la société. » « L'acquittement de toute obligation particulière au moyen d'argent signifie précisément que désormais la société dans son ensemble va assumer cet engagement vis-à-vis de l'ayant droit<sup>9</sup>. » Cette hypothèse permet de rendre intelligibles les difficultés rencontrées par l'économie dans son traitement de la monnaie. Ce n'est pas l'habileté des économistes qui est ici en cause mais le fait que, fondamentalement, la monnaie n'ait pas de place dans le monde individualiste que l'économie s'efforce de penser, car elle procède de rapports sociaux irréductibles au monde de la valeur : le contrat, l'échange volontaire et la concurrence. Si la monnaie résiste si fortement à son intégration au cadre théorique que construit cette discipline, c'est parce qu'elle est porteuse d'une réalité qui, sans cesse, excède les seules relations marchandes, à savoir, selon nous, la souveraineté. Alors que l'individualisme est tout entier tendu vers l'expulsion de toute référence à la totalité sociale et à la subordination qu'elle implique, la monnaie la réintroduit inéluctablement quoi que fassent les économistes pour en neutraliser l'expression. Il s'ensuit un malaise constant de l'économie et des économistes à l'égard des phénomènes monétaires, malaise dont témoigne amplement l'histoire de cette doctrine<sup>10</sup>.

Telle est, présentée succinctement, la thèse générale concernant la monnaie que le présent texte se propose de développer. Pour ce faire, nous progresserons en trois

étapes. Une première partie reviendra sur les tentatives théoriques visant à intégrer monnaie et valeur. L'auteur analysé sera Don Patinkin. Contemporain des travaux qui ont conduit, dans les années cinquante, à la formalisation moderne de l'équilibre général, il mesure pleinement combien l'absence de monnaie pose problème. La réflexion qu'il propose pour y remédier nous intéresse au plus haut point car elle s'appuie sur une stratégie qui, selon nous, révèle avec clarté les ressorts profonds du principe de valeur. En effet, le cœur de son argument est de montrer que les services qu'une monnaie rend à un individu peuvent être estimés dans le cadre d'un pur face-à-face entre l'individu considéré et le bien monétaire sans qu'il soit nécessaire à aucun moment de tenir compte des autres, de leurs actions, désirs et croyances concernant cette même monnaie. Autrement dit, Patinkin s'efforce de démontrer qu'on peut penser la relation de l'individu à la monnaie sur le modèle de la relation à l'objet. Cette démarche théorique nous semble particulièrement intéressante dans la mesure où on peut y lire comme un dévoilement du processus historique par lequel la valeur se diffuse au sein des sociétés. Que l'on pense à la terre, à la force de travail ou, aujourd'hui, aux embryons, le processus est toujours formellement identique : il s'agit d'extraire un bien de l'ensemble des rapports sociaux qui traditionnellement le constituent pour le transformer en une marchandise inerte, sans passé, aux droits de propriété librement cessibles. Par exemple, pour prendre cette illustration actuelle, certains pensent qu'il est possible d'utiliser un de ces embryons dits « surnuméraires » sans que l'histoire dont il est le produit n'ait d'impact sur le futur enfant. Si cette condition est réalisée, alors l'embryon en question peut circuler, passer d'un propriétaire à un autre, sans que ses caractéristiques intrinsèques se modifient<sup>11</sup>. Il serait alors devenu une marchandise. Ce processus qui vise la différenciation entre sujet et objet est au cœur de la régulation

marchande. Il suppose une transformation en profondeur des Valeurs, qui peut réussir ou non<sup>12</sup>. Dans le cas de la monnaie, il s'agit de faire de la monnaie un simple instrument des échanges, rendant un service de liquidité. Au centre de la réflexion que présente le présent texte, on trouve la thèse selon laquelle la monnaie, pour des raisons très spécifiques qu'on cherchera à élucider, ne peut être ainsi réduite au rang de marchandise. Elle montre une résistance particulière du fait de sa dimension irréductiblement holiste. L'échec reconnu qu'a connu la tentative théorique de Patinkin servira de point de départ à notre analyse.

Dans une deuxième étape, nous nous attacherons à donner un contenu explicite à notre proposition fondatrice selon laquelle la monnaie est « une expression de la totalité sociale. » Paradoxalement, nous le ferons à partir d'un modèle économique dérivé de l'équilibre général, à savoir le modèle à générations imbriquées (dorénavant MGI). La lecture que nous ferons du MGI se distingue des lectures traditionnelles qui en sont faites dans la mesure où notre démarche cherche à replacer systématiquement la réflexion économique que ce modèle propose dans ce qu'on pourrait appeler son « cadre anthropologique naturel », à savoir la question de la filiation, de la mort et des Valeurs, cadre que d'ordinaire les économistes négligent ou cherchent à gommer. Pour autant, et il faut insister sur ce point, nous ne sommes pas anthropologue. Nous n'en possédons nullement le bagage et la réflexion que nous avançons est bien celle d'un économiste. Bien qu'originale, notre lecture se veut absolument fidèle au MGI et à ses résultats. Il s'agit plus modestement de faire une économie qui assume pleinement son statut de science sociale en acceptant de dialoguer avec les autres sciences sociales. Dans cet article, nous aimerions montrer que procéder de cette manière peut être

fructueux pour l'économie elle-même. S'y refuser pour privilégier uniquement les intuitions de modélisation venant des « sciences dures » conduit à une situation dommageable où d'importantes dimensions du fait monétaire restent dans l'ombre alors qu'elles intéressent au plus haut point les économistes et leur permettraient de mieux comprendre le monde qui les entoure. Il est vrai cependant qu'une telle démarche suppose, selon nous, une prise de distance critique avec la théorie de la valeur dont on conteste qu'elle exprime de manière pertinente l'état réel des rapports économiques.

Dans notre lecture du MGI, nous insisterons sur deux points. D'une part, dans ce modèle, la monnaie s'introduit comme réponse à une question bien singulière, ignorée de l'équilibre général : la transmission intergénérationnelle. Rappelons, en effet, que dans l'équilibre général sous sa forme canonique, ce qu'on appelle le modèle Arrow-Debreu, cette question n'a pas lieu d'être puisque les individus qui le composent ne connaissent ni la vieillesse, ni la mort. Société et individu y sont des notions coextensives. Dans le MGI, il en est autrement et la société doit faire face à ce nouveau problème. Elle doit assurer un statut à ses retraités qui, faute de pouvoir vendre leur force de travail, sont dans l'incapacité de subvenir par eux-mêmes à leurs besoins. Dans le MGI, la monnaie est le moyen par lequel le groupe réussit à se perpétuer<sup>13</sup> par-delà la mort des individus qui le composent. On peut voir dans cette interprétation une première reconnaissance du caractère holiste de la monnaie. D'autre part, dans le MGI, l'équilibre monétaire, c'est-à-dire la configuration économique dans laquelle la monnaie est acceptée par toutes les générations et sert d'instrument à leurs échanges, ne peut s'établir que dans la mesure où l'ensemble des sociétaires croit que la monnaie sera acceptée par toutes les générations à venir. Autrement dit, l'équilibre monétaire repose



sur une croyance partagée. On peut alors analyser ce rôle que jouent les représentations collectives dans l'acceptation de la monnaie comme révélateur du caractère holiste de la monnaie. C'est ce que nous ferons dans la troisième partie. Il s'agit d'abandonner la posture critique pour expliquer comment les réflexions précédentes conduisent à une théorie spécifique de la monnaie, ce qu'on appellera « la monnaie souveraine ».

## **1. Monnaie et valeur : l'impossible synthèse**

Dans l'après seconde guerre mondiale, au moment où l'équilibre général accède à une formalisation rigoureuse sous l'action de théoriciens comme Kenneth Arrow, Gérard Debreu ou Frank Hahn, apparaît avec clarté la nature particulière de la monnaie au regard des concepts de base de la théorie walrassienne. Cette prise de conscience motive un nouveau programme de recherches qui vise à une « intégration de la théorie monétaire et de la théorie de la valeur » pour reprendre l'heureuse formule de Don Patinkin<sup>14</sup>. Il s'agit de penser la monnaie à partir des mêmes outils que ceux qui ont permis avec succès de rendre intelligibles les choix individuels en matière de consommation, à savoir la théorie de la valeur et le calcul marginaliste. Dans *La monnaie, l'intérêt et les prix*, Don Patinkin pense y avoir réussi. En effet, dans ce livre très important, Don Patinkin propose un cadre formel unifié dans lequel marchandises et monnaie font l'objet d'un traitement parfaitement symétrique. C'est ainsi qu'il écrit : « Les propositions de ces deux théories [théorie de la valeur et théorie monétaire] sont déduites en appliquant les mêmes techniques analytiques aux mêmes fonctions de demande sur les mêmes marchés<sup>15</sup>. » Il est intéressant de décrire la nature de la solution

imaginée par ce théoricien car elle met en pleine lumière la nature des difficultés qu'éprouve l'économie vis-à-vis de la monnaie.

L'hypothèse centrale qui fonde la théorie économique du consommateur est qu'on peut représenter les préférences d'un individu par une fonction d'utilité dont les uniques variables sont les quantités de biens consommés. Supposons que l'économie considérée ait  $n$  biens et notons  $x_i$  la quantité du bien noté  $i$ , on écrit que l'utilité que procure la consommation de la quantité  $x_1$  de bien 1, et de la quantité  $x_2$  de bien 2, et ainsi de suite jusqu'à la quantité  $x_n$  de bien  $n$ , vaut :  $U(x_1, x_2, \dots, x_n)$ . Chaque consommateur est représenté par une fonction  $U$  spécifique exprimant la nature particulière de ses goûts. A partir de là, il est aisé mathématiquement de décrire la consommation d'un individu quelconque, c'est celle qui lui procure l'utilité maximale compatible avec le revenu dont il dispose et les prix auxquels sont proposés les biens. On en déduit les valeurs de  $x_1, x_2, \dots$  et  $x_n$ . C'est ce qu'on appelle traditionnellement les fonctions de demande. Elles dépendent des goûts individuels formalisés par la fonction  $U$ , des prix et du revenu. Un trait essentiel de cette analyse est que le choix de l'individu ne dépend du choix des autres qu'au travers des seules variables de prix. Autrement dit, ce cadre formel exclut tout type de relation directe entre consommateurs à la manière des phénomènes de mode, de jalousie ou d'envie qui voient un individu consommer tel bien parce que les autres le consomment également. La souveraineté de l'individu y est absolue au sens où celui-ci trouve uniquement en lui-même les raisons de ses choix. C'est de cette manière que la théorie walrassienne de la valeur formalise le rapport des hommes aux objets<sup>16</sup>.

La démarche suivie par Don Patinkin consiste à élargir cette approche pour y intégrer la monnaie elle-même. Autrement dit, Patinkin se propose de traiter la monnaie comme un objet. Pour ce faire, il lui faut démontrer que celle-ci procure une utilité *sui generis*, à la manière des autres biens, de telle sorte que l'on peut penser le rapport des individus à la monnaie comme étant exclusivement motivé par la recherche de cette utilité. Si cela est vrai, il est possible de faire entrer la monnaie dans la fonction d'utilité au même titre que les marchandises, ce qui rend légitime le recours aux techniques habituelles de maximisation pour déterminer les demandes individuelles de monnaie. Ce faisant, la monnaie se trouve « fétichisée » au sens que Marx donne à ce terme lorsqu'à propos des marchandises, il note qu' « un rapport social déterminé des hommes entre eux ... revêt ... pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles<sup>17</sup>. » En effet, réduire la relation monétaire à la recherche individuelle d'une utilité intrinsèque, c'est avant tout refuser de voir que la monnaie est, d'abord, une relation entre acteurs économiques qui repose sur de la confiance, des représentations collectives et des attentes stratégiques. Cette dimension sociale disparaît totalement derrière l'utilité. Aussi est-elle absolument absente du texte de Patinkin. Mais de quelle utilité s'agit-il ? Comment une telle transmutation est-elle possible ?

Selon une première approche, la monnaie est utile de manière indirecte au travers des marchandises qu'elle permet d'acquérir et qui, elles, sont directement utiles. Ce n'est pas cela qu'a en tête Don Patinkin : « Nous nous intéresserons à l'utilité de *détenir* de la monnaie et pas à l'utilité de la *dépenser*<sup>18</sup>. » En effet, la seule utilité indirecte est insuffisante pour qui cherche, comme Patinkin, à intégrer la monnaie à la fonction d'utilité. Patinkin soutient, en conséquence, que la monnaie a une utilité directe, au-delà

de sa capacité à obtenir des biens utiles. Selon lui, cette utilité découle de son aptitude à éviter les désagréments que causent temporairement la désynchronisation entre dépenses et recettes, désynchronisation qui se traduit par un manque provisoire de liquidité<sup>19</sup>. Dans cette optique, le service de la monnaie, ce serait donc la liquidité. Il en déduit que l'on peut décrire le choix individuel comme recherchant la maximisation de  $U(x_1, x_2, \dots, x_n, \frac{M}{P})$  où la fonction d'utilité individuelle est étendue aux encaisses réelles, à savoir  $M$ , la monnaie détenue, divisée par  $P$ , le niveau général des prix. Dans un tel cadre, l'utilité de la monnaie est totalement indépendante du comportement des autres individus. C'est une donnée intrinsèque qui ne dépend que des préférences particulières de l'individu considéré, en l'occurrence de son aversion plus ou moins grande pour les désagréments qu'engendre l'illiquidité. En conséquence, la demande de monnaie résulte d'un calcul purement privé où chaque individu compare l'utilité marginale de la monnaie qu'il détient aux utilités marginales des autres marchandises. Il s'ensuit que le recours aux mêmes outils que ceux traditionnellement utilisés pour les marchandises permet d'analyser la demande de monnaie. On comprend la force de cette approche : elle fait de la monnaie un pur objet dont chacun peut appréhender les qualités sans tenir compte du regard des autres. Elle intègre théorie de la monnaie et théorie de la valeur, mais en niant la spécificité de la monnaie en tant que relation des hommes entre eux pour la réduire à un bien banal. C'est en cela que l'approche de Patinkin est révélatrice du travail réel qu'effectue la valeur. Cette position est fortement sujette à caution et a fait l'objet de nombreuses critiques. A l'évidence, le choix de détenir de la monnaie pour un individu est fortement conditionné par la manière dont il anticipe que les autres acteurs économiques accepteront à leur tour cette monnaie. C'est

là un fait incontournable. Le nier n'est guère réaliste. Par exemple, si je sais que telle monnaie sera refusée par tous les échangistes, alors je ne l'accepterai pas. Pour cette raison de fond, il est impossible de réduire le rapport à la monnaie à une relation purement privée, indépendante du choix des autres, ce qui condamne non seulement l'approche de Patinkin, mais également, et plus fondamentalement, la notion même de valeur appliquée à la monnaie.

Au début des années quatre vingt, on a vu une majorité d'économistes se détourner des approches monétaires à la Patinkin parce qu'ils critiquaient l'irréalisme de la démarche qui fait de la monnaie une variable entrant dans la fonction d'utilité des individus. Le MGI (modèle à générations imbriquées) a alors émergé comme le modèle de référence pour penser la monnaie. C'est lui qui va désormais retenir notre attention. De par la nature même de ses hypothèses, ce modèle est proche de nos préoccupations. La monnaie n'y possède pas d'utilité intrinsèque. Elle n'entre pas dans les fonctions de préférences des individus. Son utilité est intégralement de nature sociale : elle trouve sa source dans la capacité de la monnaie à permettre une meilleure répartition des ressources entre générations. Autrement dit, la monnaie est bien saisie explicitement comme étant une relation entre les hommes. Analysons cette démarche et ses résultats.

## **2. La monnaie comme expression de la totalité sociale**

Le MGI, comme son nom l'indique clairement, considère une économie dans laquelle, à chaque période  $t$ , coexistent deux générations, les jeunes actifs et les vieux

retraités. A la période suivante, en l'occurrence  $t+1$ , les retraités disparaissent, les jeunes actifs atteignent l'âge de la retraite et une nouvelle génération de jeunes découvre le marché du travail. Autrement dit, on suppose que la vie de chaque individu ne dure que deux périodes, la jeunesse et la vieillesse, l'activité économique et la retraite. Par ailleurs, on suppose qu'il n'existe qu'un seul bien, par convention nommé « riz ». Le travail permet alors aux jeunes d'acquérir un certain stock de riz. Par contre, les vieux retraités qui ne travaillent pas, n'ont rien<sup>20</sup>. Dans un tel cadre d'analyse, la condition d'existence de la société repose sur la possibilité pour les retraités de disposer de ressources suffisantes pour connaître une fin de vie convenable. C'est la question de la solidarité intergénérationnelle qui est ainsi mise en avant.

Si formellement, le MGI peut être dit un modèle d'équilibre général au sens où il décrit une économie complète et la totalité des marchés interdépendants qui la constituent, il en diffère notablement par le fait que la finitude de l'aventure individuelle s'y trouve explicitement introduite sous la forme de la vieillesse et de la mort. Ce point mérite d'être souligné. La présentation traditionnelle de l'équilibre général, à savoir une économie dite « à la Arrow-Debreu », ne prend pas en compte cette réalité : les mêmes individus y sont présents durant toutes les périodes. Comme l'ont démontré David Cass et Karl Shell<sup>21</sup>, le seul fait que tous les agents ne puissent pas transacter simultanément à toutes les périodes, puisque les vieux de la période  $t$  disparaissent à partir de la période  $t+1$ , ce qu'on nomme, en termes économiques, « l'existence de restrictions dans la participation aux échanges », modifie en profondeur les résultats classiques : à côté des équilibres traditionnels, apparaissent de nouveaux équilibres, dits « à taches solaires » pour des raisons que nous expliciterons plus tard.

Ce résultat technique donne du poids à l'intuition suivante : dès lors que la finitude de la vie humaine est prise en considération, se fait jour un nouveau problème, celui de l'existence même de la société. Ou, pour le dire autrement, la vieillesse et la mort ne sont jamais des situations strictement individuelles. Avec elles, c'est la question de la déplétion et des moyens pour y faire face qui est posée au groupe dans son ensemble : comment la société peut-elle survivre aux individus ? La suite de ce texte essaie de faire travailler cette interprétation du MGI et d'en montrer l'intérêt pour qui cherche à comprendre la réalité monétaire. La monnaie apparaît alors comme ce par quoi la société affirme son existence au-delà des individus particuliers qui la composent, comme ce par quoi la solidarité entre les vivants et les générations absentes, qu'elles soient passées et futures, se construit. Il est frappant de constater qu'une telle idée n'a jamais effleuré l'esprit d'un économiste<sup>22</sup>. Sa culture spontanée le conduit à rejeter une hypothèse aussi étrange. Pour lui, c'est là une manière grandiloquente de poser un problème dont le noyau de vérité se réduit au simple fait que, dans l'économie considérée, tous les agents ne participent pas simultanément à tous les échanges. A l'opposé de cette vue purement technique, la présente réflexion essaie de montrer que la prise en compte par l'économiste de considérations spécifiquement anthropologiques conduit à un enrichissement significatif de ses analyses. C'est selon nous une des dérives les plus préoccupantes de la science économique contemporaine que de s'être coupée des sciences sociales et, ce faisant, d'être devenue radicalement étrangère à ce genre de questionnement. Soulignons que ce n'est pas la question du réalisme des hypothèses et des modélisations qui est ici en cause. L'exemple du MGI ne laisse, de ce point de vue, aucune ambiguïté. A l'évidence, l'applicabilité concrète n'entraîne pas dans les soucis premiers de ceux qui l'ont conçu. La démarche se veut, d'abord, théorique.

On construit un modèle au schématisme marqué mais isolant certains éléments déterminants qui permettent d'explicitier les fondements conceptuels de la monnaie. Le théoricien de l'économie est bien ici dans son rôle. Cependant, se priver *a priori* d'un éclairage anthropologique quant aux liens qu'entretient la monnaie avec la mort et les générations absentes, restreint indûment l'espace de réflexion. Notre travail vise à mettre en pleine lumière cette dimension jusqu'alors refoulée du MGI et, ce faisant, à montrer par l'exemple que le dialogue avec les autres sciences sociales est pleinement bénéfique pour la théorie économique : il permet une analyse de la monnaie plus riche et féconde.

Comme on l'a vu, dans le MGI, la question centrale est celle des moyens d'existence de la génération des retraités. Puisque les individus ne disposent de ressources que lorsqu'ils sont jeunes, ils cherchent, étant actifs, à épargner pour leurs vieux jours. Pour ce faire, ils souhaiteraient stocker une partie du riz qu'ils produisent durant leur jeunesse de façon à pouvoir le consommer étant vieux. Le MGI rejette cette possibilité car il fait l'hypothèse supplémentaire que la marchandise considérée, le « riz », est périssable : il est alors techniquement impossible de la stocker<sup>23</sup>. Dans ces conditions que peuvent faire les jeunes pour transférer, de leur jeunesse à leur vieillesse, une partie de leur pouvoir d'achat ? Une fois le stockage rejeté, il leur reste une autre possibilité : prêter, étant jeune, une partie de la valeur qu'ils créent et obtenir en contrepartie une créance qui, une fois vieux et à la retraite, sera négociée et leur permettra d'acquérir du « riz. » Mettre en œuvre cette stratégie se heurte à une difficulté nouvelle : les jeunes qui cherchent à épargner pour pouvoir financer leurs vieux jours ne trouvent personne crédible à qui ils puissent prêter leur épargne en attendant l'heure de



leur retraite. En effet, à la période  $t$ , le seul groupe qui pourrait emprunter cette somme, ce sont les vieux. Or, en  $t+1$ , au moment où il s'agira de rembourser les jeunes devenus à leur tour retraités, ils seront morts. Autrement dit, il apparaît que le marché financier privé est dans l'impossibilité de proposer des titres de créance permettant des transferts d'épargne entre deux générations successives car la dette des vieux s'annule automatiquement à leur mort. Cette situation est fort dommageable pour l'économie puisque cela conduit à une configuration où les vieux se trouvent dépourvus de toutes ressources et où les jeunes consomment plus qu'ils ne le voudraient. Cet état de l'économie est dit « autarcique » dans la mesure où jeunes actifs et vieux retraités n'y nouent aucune relation, chacun se contenant d'y consommer ce qu'il produit. L'autarcie est hautement inefficace au regard du bien-être de chacun. La monnaie est introduite dans le MGI pour surmonter cette défaillance des relations financières privées. On ne saurait mieux faire valoir son caractère non contractuel : elle est précisément introduite pour suppléer aux relations contractuelles déficientes. De quelle manière un tel résultat est-il obtenu ?

Supposons que les vieux possèdent un stock de monnaie<sup>24</sup>, noté  $M$ . Il leur est alors possible d'acheter une partie du riz des jeunes. En échange, ceux-ci vont se trouver détenteur du stock  $M$  de monnaie. Etant devenus vieux à la période suivante, ils pourront, grâce à cette monnaie, acheter à leur tour les ressources dont ils ont besoin. Telle est la nature de la solution très simple que permet l'introduction de la monnaie dans le MGI : les jeunes et les vieux échangent du riz contre de la monnaie de telle sorte que les jeunes épargnent et que les vieux consomment. De cette manière, l'économie cesse d'être inefficace. La monnaie est un signe qui passe de génération en génération et

permet aux retraités de faire valoir les droits qu'ils ont acquis étant jeunes. Cependant, pour qu'advienne une telle solution, encore faut-il que la monnaie soit acceptée par tous. En termes techniques, il faut montrer que cette économie possède un équilibre dans lequel le prix de la monnaie est strictement positif. Tel est le point central qu'il s'agit ici d'élucider. Pour en montrer toute la difficulté, considérons l'échange au cours duquel les jeunes de la génération  $t$  acquièrent de la monnaie en vendant leur riz aux vieux de la période  $t$ . Pourquoi les jeunes procèdent-ils à un tel échange ? Pourquoi les jeunes acceptent-ils la monnaie que les vieux leur proposent ? Qui peut leur garantir que les jeunes de la prochaine période accepteront cette monnaie ? Puisque la monnaie qui est ici prise en considération est une « fiat » monnaie, c'est-à-dire une monnaie sans valeur intrinsèque et inconvertible, cet échange peut paraître tout à fait irrationnel : pourquoi se départir d'un bien utile contre quelque chose qui ne vaut rien ? C'est bien ici la question de la garantie et de la confiance qui est posée. Que nous dit le MGI ? La réponse qu'il propose est la suivante : les jeunes acceptent cette monnaie dans la mesure où ils espèrent, une fois vieux, pouvoir échanger cette monnaie contre une partie du riz que la nouvelle génération de jeunes produit en  $t+1$ . Autrement dit, les jeunes acceptent cette monnaie, non pas pour sa valeur intrinsèque puisqu'elle n'en a aucune, mais dans l'espoir que d'autres l'accepteront dans le futur. Mais, sur quelle base, un tel espoir peut-il être rationnellement fondé ? C'est à ce point que la différence entre monnaie et créance privée prend toute son importance. Lorsque les jeunes de la période  $t$  acceptent la monnaie, pour autant ils n'acquièrent aucun droit sur les jeunes de la période  $t+1$ . La monnaie n'est pas un contrat : les générations futures n'ont contracté aucune obligation à l'égard de cette monnaie. Et pour cause, au moment où les jeunes de la période  $t$  ont acquis cette monnaie, les générations futures n'étaient pas nées. Dans ces conditions,

est-il possible que les jeunes de la période  $t$  puissent raisonnablement anticiper que les jeunes de la période  $t+1$  accepteront à leur tour cette fiat monnaie ? Sur quelles bases peuvent-ils le faire ? Telle est l'énigme que pose la monnaie : pourquoi accepter un signe qui n'engage personne ? A ce moment du raisonnement, on pourrait faire valoir l'existence de contraintes légales qui obligeraient les acteurs économiques à accepter cette monnaie. Une telle solution serait d'autant plus satisfaisante qu'elle ne fait pas de perdants puisqu'elle accroît le bien-être de tous les agents économiques, qu'il soit jeune ou vieux. Telle n'est pas la logique du MGI qui, conformément à ses présupposés individualistes, cherche à penser l'acceptation *volontaire* de la monnaie. Mais cette monnaie qui n'engage personne peut-elle être acceptée volontairement par tous ? C'est le nœud du problème monétaire : la question de la confiance.

Si le MGI répond par l'affirmative, c'est sur la base d'un raisonnement tout à fait particulier, qui fait jouer un rôle central aux anticipations : il existe une chaîne de croyances sur le comportement des générations futures qui conduit chaque génération à accepter la monnaie. Dans ces conditions, tout le monde anticipant que la génération suivante va accepter la monnaie, l'acceptera à son tour. Autrement dit, la croyance dans l'acceptation est une croyance qui s'autovalide au sens où le seul fait d'y adhérer produit la réalisation effective de ce qui était anticipé. On parle également de « prophétie autoréalisatrice » pour qualifier un tel phénomène. Il faut souligner qu'une telle solution rompt avec la théorie de la valeur. Ce que donne alors à voir le MGI, c'est un effet de « bootstrap » comme disent les anglo-saxons, c'est-à-dire une configuration où la société s'auto-transforme sous l'effet de sa propre imagination, de la même manière que le Baron de Münchhausen réussissait à s'envoler en se tirant par les bottes.

On nomme « équilibre monétaire » cette situation d'acceptation généralisée de la monnaie. Elle est fort différente de l'équilibre autarcique précédent puisque jeunes actifs et vieux retraités y échangent du riz contre de la monnaie. Autrement dit, à l'équilibre monétaire, la monnaie a un prix positif : elle permet d'acheter du riz, alors qu'à l'équilibre autarcique, le prix de la monnaie est nul : en échange de la monnaie, on n'obtient rien. Soulignons que l'équilibre autarcique reste toujours un équilibre possible pour le MGI<sup>25</sup>. Il est obtenu lorsque les agents ne croient pas dans l'acceptation de la monnaie par les générations futures. Une telle croyance est également auto-validante. Dans ces conditions, qu'est-ce qui permet d'affirmer que c'est l'équilibre monétaire qui prévaudra ?

A l'équilibre monétaire, si les individus désirent détenir de la monnaie en l'absence de toute obligation contractuelle qui les protégerait d'un non-remboursement, c'est en vertu d'une série de croyances concernant la manière dont se comporteront tous les individus à venir. *On a substitué une logique sociale de croyances au fonctionnement imparfait de la finance privée.* Cette solution n'est pas seulement astucieuse : elle saisit une dimension essentielle de la monnaie, à savoir le rôle qu'y jouent les représentations. Si formellement, cet équilibre ne met en scène que des croyances individuelles, cette présentation ne doit pas faire illusion. En effet, on peut démontrer qu'à l'équilibre monétaire, chaque génération n'accepte la monnaie que si elle anticipe que *toutes les générations à venir jusqu'à la fin des temps* accepteront la monnaie. Autrement dit, si, à la date  $t$ , les jeunes croient qu'à la date  $t+T$ , aussi éloignée soit-elle, par exemple un million d'années, la monnaie ne sera pas acceptée alors cela suffit pour qu'ils n'acceptent pas cette monnaie à la date  $t$ <sup>26</sup>. A l'évidence, cette croyance infinie dans

l'acceptation future de la monnaie qu'exige l'équilibre monétaire excède le cadre des seules relations interindividuelles. Elle implique un regard qui saisit la société marchande dans son fonctionnement global au-delà de la personnalité particulière des individus qui la composent. Elle prend la forme d'une croyance concernant le comportement de la communauté dans son ensemble. Ce faisant, c'est la dimension holiste de la monnaie qui nous est donnée à voir : la monnaie comme expression de la totalité sociale. CQFD.

### **3. La monnaie souveraine**

Cependant, cette interprétation, le MGI ne peut la faire sienne. Son individualisme le contraint à ne voir dans l'équilibre monétaire qu'une série d'anticipations privées ponctuelles. Aucune représentation collective de la société n'est ici autorisée : les jeunes de la période  $t$  acceptent la monnaie parce qu'ils anticipent que les jeunes de la période  $t+1$  l'accepteront à leur tour. Point final. On se trouve face au « paradoxe » d'une monnaie qui est acceptée aujourd'hui parce qu'elle sera acceptée demain. Par ailleurs, à la question « pourquoi sera-t-elle acceptée demain ? », il est répondu : « parce qu'elle sera acceptée après demain. » Dans cette analyse, l'acceptation aujourd'hui repose *in fine* sur l'acceptation à la fin des temps. La causalité finale est repoussée dans un très lointain avenir. Cette construction est tout à fait représentative de l'idéologie individualiste. A ses yeux, le passé ne compte pas. Il est mort et figé. Il ne saurait engager les vivants<sup>27</sup>. Dans un tel cadre de pensée, l'idée d'accepter aujourd'hui la monnaie parce qu'elle a été acceptée hier n'a aucun sens. Les actions pertinentes, celles

qui sont réellement en mesure d'influer sur le bien être des gens, ce sont les actions futures, celles qui n'ont pas encore eu lieu. Pour le dire schématiquement, l'origine de l'individualisme, ce qui le justifie, c'est l'utopie à venir qu'elle permet d'atteindre. Mais comment expliquer que les acteurs aujourd'hui anticipent qu'à la fin des temps, la monnaie continuera à être acceptée ? Si l'on se place dans le cadre individualiste de la théorie économique qui conçoit l'homo œconomicus comme un individu rationnel, isolé, sans vision sociale, uniquement mu par la recherche d'utilité, cela semble hautement improbable. Prendre au sérieux cet ensemble d'hypothèses conduit nécessairement au doute quant à la possibilité de former une telle anticipation sur la seule base d'un raisonnement rationnel. Devant l'incertitude qu'implique la suite infinie des temps, c'est plutôt l'hypothèse d'un refus de la monnaie qui s'impose à l'esprit. Dans ce cas, ce n'est pas l'équilibre monétaire qui s'imposera mais l'équilibre autarcique : la monnaie sera refusée. Aussi, faute de pouvoir exhiber des conditions plausibles expliquant la croyance généralisée dans l'acceptation, le MGI ne réussit pas à expliquer pourquoi c'est l'équilibre monétaire qui prévaut. Au contraire, son analyse étroitement rationnelle rend plus probable le refus de la monnaie<sup>28</sup>. C'est sur la nature des forces sociales qui poussent à l'acceptation de la monnaie que bute ici le MGI. Si, dans ce modèle, la monnaie apparaît pour ce qu'elle est, à savoir un rapport social, une médiation entre les hommes fondée sur un processus collectif de croyances, son analyse de l'équilibre monétaire reste insuffisante faute de pouvoir expliquer comment un tel processus peut s'imposer à chacun. Avant de développer ce point et de proposer une analyse alternative, il est intéressant de considérer une classe particulière d'équilibres, les équilibres à « taches solaires. »

L'idée des taches solaires remonte à Stanley Jevons qui l'avait proposée pour expliquer les cycles que connaît l'activité économique. Selon cette hypothèse, les cycles économiques auraient pour fondement la présence ou l'absence de taches sur le soleil via les effets de ces taches sur la productivité agricole. On a montré qu'elle était erronée : les taches solaires n'ont pas d'impact significatif sur la productivité agricole. Cependant, certains économistes contemporains l'ont reprise et se sont demandés si le seul fait d'y croire pouvait faire en sorte qu'elle se trouve validée. Supposons donc que tous les agents croient unanimement à la théorie selon laquelle le prix du riz vaut  $P_{TS}$  lorsque les taches solaires sont présentes et le prix vaut  $P_{NTS}$  dans le cas contraire. Que se passe-t-il ? On fait ici la supposition que les taches sont observables par tous les acteurs économiques. Le résultat étonnant et, à maints égards révolutionnaire, obtenu dans le cadre du MGI est qu'en effet, sous certaines conditions peu restrictives, la croyance unanime dans la théorie des taches solaires suffit à l'auto-valider, c'est à dire à faire en sorte que le prix du riz varie conformément aux prévisions de la théorie. Ce résultat montre à nouveau l'importance que jouent les croyances partagées dans le MGI. Le prix de la monnaie qui est l'inverse du prix du riz dépend de la manière dont les acteurs économiques se représentent le fonctionnement global de l'économie. Ce résultat est en rupture radicale avec la vision traditionnelle de la théorie de la valeur puisqu'il nous montre qu'un objet sans valeur, à savoir la monnaie, peut très bien avoir un prix positif, qui plus est variable alors même que les données réelles de l'économie (ressources disponibles, préférences des consommateurs et technologies) restent fixes. En pleine conformité avec nos réflexions précédentes, les équilibres de taches solaires sont une illustration du rôle économique que joue la société au travers des représentations qu'elle impose aux agents. Récapitulons nos résultats.

Malgré ses limites, les apports du MGI sont incontestables. Un premier apport tient à la conception même de la société marchande qui y est défendue. En rupture avec la théorie walrassienne de la valeur<sup>29</sup>, il nous est montré que la seule recherche privée d'utilité sur des marchés concurrentiels ne suffit pas pour que l'économie fonctionne de manière efficace. Pour qu'une telle efficacité s'impose, il faut autre chose que le calcul d'utilité, quelque chose de l'ordre d'une confiance collective dans le fait que la monnaie continuera à être acceptée jusqu'à la fin des temps. Autrement dit, le regard individuel ne saurait se limiter aux seuls échanges locaux dans lesquels l'acteur économique est directement engagé. Via la monnaie, l'individu marchand se trouve également en relation avec la totalité. C'est là un résultat considérable puisqu'il nous dit que l'ordre de la marchandise est incomplet : la monnaie est toujours nécessaire. Le MGI met en scène un individu qui échappe à la sphère privée et local de son utilité pour s'intéresser à la société en général. On peut y voir une critique de la conception réductrice popularisée au travers du fameux homo œconomicus. Le deuxième apport essentiel tient à la conception même de la monnaie qui y est proposée. La monnaie n'est pas une marchandise, mais un rapport social par le jeu desquels chaque individu se trouve en relation avec la totalité de la société sous sa forme la plus large possible, à savoir l'ensemble des générations à venir. Cela apparaît clairement dans l'anticipation que forme l'individu lorsqu'il a à choisir d'accepter ou non la monnaie que lui proposent les vieux : cette anticipation est dirigée vers toutes ces générations. La monnaie est ce par quoi la société se perpétue au-delà de la mort des individus qui la composent.



Là où le MGI achoppe, c'est sur sa capacité à expliquer comment une telle croyance émerge et se stabilise. Si l'on s'en tient à un cadre strictement individualiste dans lequel chacun agit sur la base de l'anticipation rationnelle du comportement des autres, lesquels font de même, la solution la plus plausible est, comme on l'a vu, le refus généralisé de la monnaie. Il apparaît donc que la rationalité livrée à elle-même est impuissante à produire une configuration économique efficace. Il y a fort à parier qu'une société qui n'aurait que ce seul levier pour établir la confiance<sup>30</sup> entre les hommes resterait pour longtemps dans l'état autarcique. A contrario, révéler la dette léguée par les ancêtres donne à tous les sociétaires du groupe considéré une bonne raison d'accepter la monnaie qui leur est transmise par les vieux, non pas en regardant vers le futur comme le fait la rationalité, mais en tournant son regard vers le passé. Il en est ainsi parce que, dans ces sociétés particulières, on ne considère pas que l'action des individus s'éteint avec leur mort physique. De ce fait, les ancêtres ont la possibilité de rembourser leur dette après leur décès. Cette idée qui semble absurde aux yeux des modernes et qui, pour cette raison, a été écartée par le MGI (cf. supra), ne l'est en rien lorsqu'on analyse le mouvement global de la société et le jeu des influences à distance dont il est l'expression. L'idée que ces ancêtres peuvent rembourser leur dette en favorisant l'activité des vivants s'y trouve même très concrètement vérifiée puisque chacun acceptant leur monnaie, il s'ensuit une relance du cycle économique des vivants qui s'interprète à juste titre comme une conséquence de l'action bénéfique, sinon des morts, du moins du respect qu'on leur porte. On retrouve ici la logique de la prophétie auto-réalisatrice dont on a vu, avec le MGI, qu'elle est au cœur du phénomène monétaire, mais stabilisée et amplifiée par le jeu de la mentalité holiste. Celle-ci, parce qu'elle adhère à une vision du cosmos qui ne connaît pas de séparation radicale entre

sujet et objet, entre vivant et mort, s'avère bien plus performante que la société individualiste dans sa capacité à produire la confiance monétaire. De ce point de vue, on peut même dire que l'ordre de la valeur fondé sur la rationalité de l'homo œconomicus apparaît singulièrement immature et inefficace. Il n'est d'ailleurs que de regarder nos billets pour prendre la juste mesure du rôle que jouent les Valeurs collectives et la « foi sociale<sup>31</sup> » dans le fait monétaire moderne. La référence à une tierce partie supra individuelle y est constante, qu'il s'agisse de la Loi dans le cas français, avec un rappel de l'article 139 du Code pénal consacré à la répression de la contrefaçon, ou de Dieu dans le cas américain avec le fameux « In God we trust ». On aurait tort de négliger l'impact de ces symboles. Par exemple, tout n'est pas folklorique et secondaire, loin de là, dans le refus des britanniques d'utiliser des euros sur lesquels n'apparaîtrait pas l'effigie de la Reine.

Au terme de cette réflexion, la capacité de la monnaie à représenter les Valeurs auxquelles adhère la communauté des échangistes apparaît au fondement même de la confiance dont elle jouit. On retrouve cette même idée sous la plume de certains anthropologues lorsqu'ils écrivent qu' « il n'y a pas de monnaie sans un ordre transcendant qui lui donne cette qualité d'être une matérialisation de la totalité : pour comprendre la monnaie, ce qu'il faut interroger, c'est son rapport avec la valeur absolue, c'est à dire avec le tout de chaque société<sup>32</sup>. » On appellera souveraineté ce principe d'autorité en Valeur au nom duquel est affirmée la cohésion d'une société. Selon notre approche, il n'est de monnaie qu'adossée à la souveraineté. Il faut cependant préciser deux points qui peuvent prêter à confusion. D'une part, affirmer le rôle de la confiance et des Valeurs ne conduit en aucun cas à une analyse où les

contraintes économiques seraient négligées, ou même sous-estimées<sup>33</sup>. La plupart des préoccupations des économistes concernant les dangers que font courir à la stabilité monétaire, l'inflation, les déficits budgétaires ou une émission excessive, y trouve naturellement toute leur place. Simplement, nous soutenons qu'il convient pour les évaluer de tenir compte des formes variables que prend, selon les époques et les sociétés, le pacte monétaire. Par exemple, il n'est pas possible de déterminer sur la base d'un calcul strictement économique, à portée universelle, un plafond d'inflation au-delà duquel on assisterait nécessairement à une déstabilisation des relations monétaires ou encore un taux de croissance optimal de création monétaire. De la même manière, le critère de Maastricht fixant à 3% du PIB le maximum du déficit budgétaire acceptable est d'une nature purement conventionnelle et politique. Fixer des limites et des seuils entre dans les prérogatives essentielles du souverain. D'autre part, si l'Etat est certainement un représentant privilégié de la souveraineté, les deux notions ne se confondent pas. Aussi celui qui interpréterait notre point de vue comme affirmant que la monnaie est une création de l'Etat ou encore que l'Etat peut utiliser comme bon lui semble l'instrument monétaire ferait un contresens total. Certes la garantie étatique joue un rôle important dans l'adhésion à une monnaie, mais elle n'est ni nécessaire, ni suffisante. L'exemple des assignats est là pour nous rappeler qu'un gouvernement, même en faisant usage de la contrainte la plus extrême, en l'occurrence la peine de mort, ne peut faire en sorte que sa monnaie soit acceptée. Il n'en est pas moins vrai que, lorsque la puissance publique est l'émanation d'un consensus profond et stabilisé, son rôle dans la gestion monétaire est essentiel.

Il est une conséquence qui se déduit immédiatement de ce corpus théorique, à savoir le fait qu'il doit exister un recouvrement étroit entre espaces monétaires et espaces politiques, du type une monnaie pour chaque pays. C'est là une remarque qui doit paraître bien triviale au lecteur non économiste. Pour l'économiste, les choses sont moins claires. En effet, la thèse centrale de l'économie orthodoxe conçoit la monnaie comme un moyen d'échange ayant pour finalité de faciliter les transactions de marchandises. Elle a donné lieu à un travail d'approfondissement d'une grande rigueur qui a abouti au concept de « zone monétaire optimale » (ZMO), concept auquel est étroitement associé le nom de Robert Mundell, prix Nobel 1999. Fidèle aux présupposés de la valeur, cette théorie compare les coûts et bénéfices que subit une zone géographique lorsqu'on lui impose l'unicité de sa monnaie. Du côté des bénéfices, on trouve l'abaissement des coûts de transaction puisque chacun compte et paye dans la même monnaie, ce qui facilite grandement les échanges. Du côté des coûts, on trouve la dureté et l'ampleur des ajustements qu'impose l'unicité de la monnaie. Pensons à ce qu'a connu l'ex-RDA au moment de l'unification allemande. Cette comparaison coûts/avantages permet de définir des zones monétaires optimales, c'est-à-dire des zones pour lesquelles la théorie montre qu'il y a intérêt à n'utiliser qu'une seule monnaie car les bénéfices l'emportent sur les désavantages. Selon cette théorie, il n'y a aucune raison pour qu'il y ait coïncidence entre zones monétaires et territoires politiques. Par exemple, un pays pourrait avoir plusieurs monnaies ou plusieurs pays pourraient partager la même monnaie. Cette théorie est pour notre propos très intéressante car elle tire les conclusions ultimes du point de vue théorique selon lequel la monnaie est un pur instrument que l'économie privée utilise au mieux, c'est à dire de façon à minimiser les coûts de transaction. Si l'on compare les prévisions des deux

théories, les ZMO et la monnaie souveraine, l'avantage est clairement du côté de cette dernière<sup>34</sup>.

Considérons d'abord les pays à la taille continentale, comme l'URSS, le Brésil, l'Australie ou les Etats-Unis. Alors même qu'existent en leur sein de vastes zones ayant des niveaux de développement différents et des régions à forte concentration industrielle qui pourraient vraisemblablement satisfaire aux critères des ZMO, une seule monnaie circule et homogénéise la totalité du territoire. Un seul cas échappe à ce constat. Il s'agit de la Chine avec Hong-Kong et son dollar. Mais, comme le note Goodhart, c'est « une exception qui confirme la règle<sup>35</sup> » car elle est le résultat d'un arrangement spécifiquement politique. Il semblerait qu'on ait plus de difficultés avec les très petits pays (Monaco, Liechtenstein, San Marin, Andorre, ...) qui, en règle générale et conformément à ce que prévoit la théorie des ZMO, n'ont pas de monnaie spécifique. On peut cependant objecter à cela que la théorie de la monnaie souveraine conduit ici au même résultat car ce qui caractérise ces « pays » est la faiblesse de leur souveraineté. On peut douter que la théorie des ZMO soit ici pertinente. Mais un dernier exemple est encore plus parlant. Il s'agit des fédérations qui ont éclaté pour donner naissance à une série de nouveaux Etats, comme l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ou l'Autriche-Hongrie ou bien des groupes de pays qui se sont unifiés pour former une fédération plus large, comme l'Allemagne de 1871 ou les Etats-Unis. Notre théorie qui prévoit que la fragmentation politique doit conduire à un fractionnement monétaire et l'unification politique à une centralisation monétaire, est validée par les faits alors même qu'il est impossible de réconcilier cette observation avec la théorie des ZMO. On voit ici que les forces d'évolution de l'économie privée telles que les décrit le principe

de valeur voient leur expression contrecarrée par la puissance structurante de la souveraineté.

## **Conclusion**

Contrairement à ce que de nombreux courants théoriques professent et à ce que l'observation immédiate semble suggérer, notre analyse soutient que logique monétaire et logique de la valeur sont deux processus fondamentalement distincts<sup>36</sup>. La monnaie n'appartient que partiellement au monde de la marchandise. Cette proposition insolite est au cœur de notre théorie de la monnaie. Notons qu'elle n'est pas totalement originale. On en trouve une expression voisine sous la plume des théoriciens ultra-libéraux qui, avec Hayek, ont souligné l'étrangeté de la monnaie au regard des principes qui commandent à l'économie de marché. Aussi sont-ils partisans de la supprimer pour la remplacer par un système de libre concurrence entre moyens de paiement privés. Ce n'est qu'à cette condition, pensent-ils, que l'ordre individualiste pourra être conduit à son plein épanouissement, une fois libéré de l'archaïsme monétaire. Ils rejettent les demi-mesures de type « monétariste » visant à imposer une règle stricte d'émission monétaire au motif que le gouvernement finira toujours par contourner l'obstacle pour imposer sa volonté en matière de politique monétaire. Selon eux, on ne peut éviter les perturbations dont la monnaie est le vecteur qu'en supprimant la monnaie. Cette conclusion ne nous satisfait pas car, selon nous, il ne peut exister d'ordre marchand sans monnaie. Une société purement individualiste à la manière de celle que nous décrit l'équilibre général ne nous semble pas être possible<sup>37</sup>. Il n'en est pas moins vrai que le rapport entre la monnaie et la marchandise est plus complexe qu'il n'y paraît, plus

complexe que ce qui nous en dit la théorie traditionnelle pour qui la monnaie est un simple instrument au service des transactions marchandes.

---

<sup>1</sup> Rappelons, pour le non spécialiste, que le marché walrassien est un marché centralisé autour du commissaire-priseur, personnage fictif qui recueille les demandes et les offres des agents, modifie les prix et procède aux échanges. Sur un tel marché, les demandeurs et offreurs individuels ne se rencontrent jamais.

<sup>2</sup> Le rôle normatif joué par l'équilibre général est si puissant que, désormais, les théoriciens néoclassiques identifient, purement et simplement, la valeur aux prix qui prévalent lorsque l'économie se trouve dans la situation d'équilibre général. On comprend alors mieux pourquoi Gérard Debreu a donné à son livre fondamental sur l'équilibre général, le titre de *Théorie de la valeur*, alors même que le terme « valeur » n'y apparaît que dans l'introduction, et encore d'une manière allusive.

<sup>3</sup> Il s'ensuit une possible confusion entre cette notion et celle qu'utilise classiquement l'anthropologie quand elle parle, le plus souvent au pluriel, de valeurs. Pour éviter les ambiguïtés de lecture qui pourraient en résulter, nous écrivons, lorsque l'erreur est possible, « Valeurs » avec une majuscule, pour désigner les idéaux et les croyances collectives d'une société.

<sup>4</sup> Il écrit : « Dans la configuration idéologique individualiste, la relation de l'homme aux choses (à la nature, aux objets) est valorisée à l'encontre de la relation entre hommes » in *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, Collection « Points. Essais », 1991, p. 304.

<sup>5</sup> Louis Dumont, *Homo aequalis*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des Sciences Humaines, 1977, p. 131.

<sup>6</sup> Ce fait que les monnaies métalliques ont pu masquer un certain temps est aujourd'hui clairement visible puisque les monnaies qui circulent sont des monnaies de papier, inconvertibles, comme le franc ou le dollar. Ce sont des « fiat » monnaies, pour reprendre un terme anglais, dont la valeur est nulle et qui, pourtant, ont un prix positif comme l'atteste le fait qu'elles permettent d'acquérir des biens utiles.

<sup>7</sup> Martin Hellwig, « The Challenge of Monetary Theory », *European Economic Review*, vol.37, 1993, p. 216. Dans cette citation, ne sont pris en considération par M. Hellwig que les travaux se situant à l'intérieur de l'économie orthodoxe. Très souvent, dans ce texte, nous procéderons de même. C'est là évidemment abusif. De nombreux travaux, dont les nôtres, essaient de construire un cadre alternatif à la théorie de la valeur. Il est cependant clair que ces tentatives restent isolées et inachevées car la très grande masse de l'économie se fait sous le patronage de la valeur. Ce qui justifie partiellement cet abus de langage.

<sup>8</sup> Michel Aglietta et André Orléan (éds.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998.

<sup>9</sup> Georg Simmel, *Philosophie de l'argent*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987, p. 195.

<sup>10</sup> Pour une présentation générale de cet argument, on peut se reporter à mon article « La monnaie autoréférentielle : réflexions sur les évolutions monétaires contemporaines », in *La monnaie souveraine*, *op. cit.*, p. 359-386.

<sup>11</sup> Sur cette question des embryons comme sur celle des biotechnologies, je dois tout aux travaux que mène actuellement Hélène Tordjman dans ce domaine. Qu'elle en soit remercié.

<sup>12</sup> Karl Polanyi a travaillé en profondeur cette question. Dans *La grande transformation*, Gallimard, Bibliothèque des Sciences Sociales, 1983 [première édition 1944], il soutient qu'un tel processus ne peut venir à bout de la terre, du travail et de la monnaie, ce qu'il appelle des « marchandises fictives » sans provoquer une réaction violente de défense de la part de la société. Il écrit même : « Aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondée sur des fictions grossières, si la substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient protégées contre les ravages de cette fabrique du diable ».

<sup>13</sup> On verra lorsque nous étudierons le MGI que celui-ci conçoit également une situation où la société se perpétue sans monnaie, appelée « équilibre autarcique. » Il faut cependant noter que l'état en question parce qu'il est autarcique, c'est-à-dire tel que les générations n'ont plus de contact entre elles, correspond à une configuration où le lien social s'est pour le moins considérablement affaibli, sinon totalement délité. C'est alors à une crise permanente qu'est confrontée l'économie.

<sup>14</sup> Don Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, Paris, PUF, 1972, p.16, première édition 1955.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.16.

<sup>16</sup> On trouve dans *La violence de la monnaie*, (Michel Aglietta et André Orléan, Paris, PUF, Coll. « Economie en Liberté », 1982) une critique de cette vision fétichisée du rapport aux objets. On peut

---

également se reporter à André Orléan, « Logique walrasienne et incertitude qualitative : des travaux d'Akerlof et Stiglitz aux conventions de qualité », *Economies et Sociétés*, Série OEconomia PE n°14, janvier 1991, 137-160.

<sup>17</sup> Karl Marx, *Le capital*, Livre premier, première section, chapitre premier, paragraphe IV, Paris, Garnier-Flammarion, 1969, p.69.

<sup>18</sup> Patinkin, *op. cit.*, p.101.

<sup>19</sup> Pour Patinkin, l'individu qui se trouve à court de liquidité a deux choix : « il peut manquer temporairement à ses engagements ... - acte qui est supposé lui causer certains désagréments ; ou bien il peut reconstituer ses encaisses en obtenant ... le remboursement des titres qu'il détient – ce qui est supposé exiger de sa part des démarches ennuyeuses. La sécurité que procure (*sic*) les encaisses monétaires contre ces deux types d'inconvénients est ce qui est supposé leur conférer de l'utilité », *op. cit.*, p.101.

<sup>20</sup> Cette hypothèse n'est pas cruciale. On peut aussi bien, sans dommage pour l'analyse, supposer qu'ils ont peu, par exemple le strict minimum pour survivre.

<sup>21</sup> David Cass et Karl Shell, « Do Sunspots Matter ? », *Journal of Political Economy*, vol.91, n°2, avril 1983, 193-227.

<sup>22</sup> Mon propre cas n'échappe pas à cette règle. C'est Daniel de Coppet, lors de la rédaction de *La monnaie souveraine*, *op. cit.*, qui m'a indiqué cette voie de recherche à laquelle je ne pensais pas. Les économistes ne fréquentent pas assez les anthropologues, les historiens, les psychologues ou les sociologues. Ils privilégient trop les modèles issus des « sciences dures. »

<sup>23</sup> Cette hypothèse est très importante, même si elle peut sembler d'un certain point de vue irréaliste. En effet, ce faisant, on limite l'action de la valeur puisqu'on postule que la seule appropriation de la marchandise « riz » ne suffit pas à assurer l'existence des retraités. En conséquence, on « contraint » le modèle à s'intéresser à la relation entre les vieux et les jeunes.

<sup>24</sup> Dans le MGI, l'introduction de la monnaie n'est jamais expliquée. Elle est toujours déjà là.

<sup>25</sup> Autrement dit, dans le cadre du MGI, plusieurs équilibres sont possibles. C'est là une situation qu'on retrouve dans de nombreux modèles économiques.

<sup>26</sup> Le raisonnement opère par récurrence. Si en  $t+T$ , la monnaie n'est pas acceptée, alors, nécessairement, en  $t+T-1$ , elle ne sera pas acceptée, puisque les jeunes de cette période sachant qu'ils ne pourront échanger cette monnaie à la période suivante n'auront aucun intérêt à se priver de riz contre un signe sans valeur. Mais, si cela est vrai en  $t+T-1$ , par un raisonnement identique, cela est vrai également en  $t+T-2$ . Par récurrence, on obtient qu'en  $t$ , la monnaie ne sera pas acceptée.

<sup>27</sup> Se reporter aux travaux de Jean-Pierre Dupuy sur la critique du « rationalisme conséquentialiste. »

<sup>28</sup> D'ailleurs, Frank Hahn, dans *Monnaie et inflation* (Paris, Economica, 1984) ne dit rien d'autre. Selon lui, seule l'introduction de la monnaie en tant que moyen de transaction peut fonder une théorie pertinente des économies monétaires. Au fond, nous ne sommes pas loin de partager ce point de vue au sens où l'idée de fonder la monnaie sur des anticipations strictement privées, à la manière d'un actif financier comme un autre, ne nous semble pas satisfaisante.

<sup>29</sup> C'est là notre constat personnel. Les économistes néo-classiques qui ont inventé le MGI vraisemblablement n'y adhèreraient pas. Aussi se trouve-t-on dans une situation paradoxale où d'importantes avancées sont faites par la théorie économique orthodoxe sans que les économistes en aient pleinement conscience. Ils continuent à penser dans le cadre de l'ancien paradigme alors même que leurs travaux en montrent les limites. En conséquence, ils négligent ces nouvelles voies de recherche car, à leurs yeux, ces écarts par rapport aux certitudes de la profession sont vus comme des anomalies ou des curiosités sans grande portée.

<sup>30</sup> L'analyse des théories économiques de la confiance nous confortent dans cette idée. On a pu le démontrer à propos des « équilibres réputationnels » que certains économistes ont avancé pour expliquer comment le calcul rationnel des intérêts pouvait déboucher sur des relations de confiance. Une analyse serrée nous a montré que la réputation supposait préalablement une situation d'appartenance. C'est dans la mesure où les individus considérés sont les membres d'une communauté ou d'un réseau (diamantaires, cambistes, paysans d'une certaine région, ...) que le processus réputationnel fonctionne. Cf. André Orléan, « La théorie de la confiance et ses limites », *Logiques Sociales*, numéro intitulé « La confiance en question », dirigé par R. Laufer et M. Orillard, L'Harmattan, 2000.

<sup>31</sup> Le terme est de François Simiand dans « La monnaie, réalité sociale », *Annales Sociologiques*, série D, Sociologie économique, 1, 1934.



---

<sup>32</sup> Cécile Barraud, Daniel de Coppet, André Itéanu et Raymond Jamous, « Des relations et des morts : quatre sociétés vues sous l'angle des échanges », *Différences, valeurs, hiérarchie*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1984, p. 507.

<sup>33</sup> On peut même soutenir que la totalité des modèles économiques traitant de la monnaie reste pertinents (ce qui ne veut pas dire justes) dans notre perspective dès lors qu'ils traitent de situations dans lesquelles le fait d'identifier la monnaie à une marchandise offrant certains services s'impose comme une approximation satisfaisante. Cette approximation ne tient plus dans les cas de crises monétaires ou lorsqu'on s'intéresse aux origines de la monnaie.

<sup>34</sup> Pour mener cette comparaison, je me suis inspiré largement du texte de C. Goodhart, « Two concepts of money, and the future of Europe », Special Paper n°96, LSE Financial Markets Group, juin 1997, 53 pages.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>36</sup> Cette hypothèse conduit à une réinterprétation en profondeur de l'histoire monétaire, ce qu'on a commencé à faire avec *La monnaie souveraine, op. cit.*, travail qui continue avec le séminaire « Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui ». C'est là un chantier considérable.

<sup>37</sup> On trouve dans l'introduction à *La monnaie souveraine* un présentation des raisons qui motive cette position.